Les revendications lycéennes sont légitimes,
nous les soutenons, le gouvernement doit y répondre !

Les lycéennes et les lycéens se mobilisent depuis plusieurs jours contre leurs mauvaises conditions d'études : état du bâti, inégalités, sélection pour l'accès aux études supérieures, professeur·es non remplacé·es, emploi du temps intenables... Leurs revendications sont légitimes, nous les soutenons d'autant plus qu'elles sont au cœur de nos mobilisations dénonçant le manque de moyens depuis plusieurs années.
Au-delà de la question des moyens, les élèves réclament plus d'égalité et la justice sociale conscients que les politiques d'Emmanuel Macron et ses gouvernements successifs ont abîmé sciemment les principes de l'École de la République.

En réponse aux lycéennes et les lycéens qui dénoncent les conséquences des choix politiques macronistes, le gouvernement ne répond que par une demande de retour au calme et par l'intervention des forces de l'ordre. Les témoignages d'élèves blessé·es, violenté·es, menacé·es sont chaque jour plus nombreux. C'est inacceptable ! Si élèves et personnels doivent être protégés, nul ne justifie qu'ils deviennent la cible des interventions policières. La FSU, l'UNSA Éducation, la FNEC FP FO, la CFDT Éducation Formation et Recherche Publiques, la CGT Educ'action, SUD Éducation condamnent fermement ces réponses qui confirme que ce gouvernement ne sait répondre que par la violence à la colère sociale, y compris celle de la jeunesse. Nous demandons l'abandon de toutes sanctions et poursuites liées au seul fait de participer aux mobilisations.

Nous exprimons notre solidarité avec les collègues blessés ou pris pur cible dans l'exercice de leur mission. Le soutien à cette mobilisation est indissociable du respect des personnels. Nous condamnons ces menaces et agressions.

Il faut faire cesser toutes les violence là où elles se sont installées.

Les revendications des élèves doivent pouvoir s'exprimer, être écoutées et entendues à tous les niveaux. Nous ne transigerons pas sur le respect des droits de nos élèves et sur l'effectivité de la démocratie lycéenne. Elle ne peut être un simple concept désincarné, cantonné aux salles de cours.

Dans ce contexte et dans le respect de l'indépendance du mouvement lycéen, nos organisations appellent à soutenir et entendre les revendications lycéennes pour de meilleures conditions d'étude et davantage d'égalité, notamment à l'occasion de la journée annoncée du mardi 06 octobre. Nous appelons les collègues à se saisir des possibilités de mobilisations le 6 octobre, y compris par la grève.

Nos organisations se reverront la semaine prochaine pour faire le point sur la situation, les réponses du gouvernement aux revendications qui s'expriment et décider des suites

A Paris, le 2/10/2026